

Bulgarie : la sécurité en mer Noire provoque des tensions avec le Parlement européen

Description

Le 22 octobre 2026, le Parlement européen a adopté une résolution sur les attaques de drones contre des navires commerciaux en mer Noire, provoquant une réaction du Premier ministre bulgare Roumen Radev. Adopté par 432 voix pour, 52 contre et 88 abstentions, le texte exprime la solidarité européenne avec la Bulgarie et la Roumanie, tout en critiquant la réponse jugée insuffisante du gouvernement bulgare face à la menace russe.

Les eurodéputés ont appelé Sofia à renforcer sa coopération avec l'OTAN et à confirmer avant le 30 octobre sa participation à une initiative alliée de lutte contre les drones. Ils préconisent également une éventuelle opération navale européenne en mer Noire, le développement d'un centre régional de sécurité maritime et l'utilisation de financements européens pour renforcer les capacités de surveillance et de protection de la navigation commerciale.

En réponse, R. Radev a adressé une lettre ouverte aux groupes politiques du Parlement européen, par l'intermédiaire de sa présidente Roberta Metsola. Il dénonce l'introduction tardive de dispositions critiques envers son gouvernement, qu'il juge infondées et contradictoires avec l'objectif initial de solidarité européenne. Selon lui, certains eurodéputés bulgares instrumentaliserait l'institution européenne à des fins de politique intérieure, et ce dans le contexte de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 25 octobre.

Le Premier ministre conteste également les critiques concernant la participation bulgare au dispositif antidrones de l'OTAN, affirmant que son ministre de la Défense avait déjà annoncé la décision de rejoindre cette initiative. Il rappelle que la résolution européenne n'a pas de caractère juridiquement contraignant et défend la compétence des autorités nationales pour déterminer les modalités de leur coopération militaire.

Sur la responsabilité des attaques, Sofia maintient une position prudente. R. Radev estime que les accusations doivent reposer sur des preuves matérielles et attend les conclusions des expertises menées avec l'appui de partenaires alliés. Cette approche contraste avec celle du Parlement européen, qui a d'emblée attribué les frappes à la Russie et demandé une réponse diplomatique plus ferme.

Juste avant l'élection présidentielle bulgare, ce différend a illustré les tensions entre les orientations diplomatiques du gouvernement Radev et les attentes exprimées par une majorité d'eurodéputés. Il soulève également la question de l'articulation entre souveraineté nationale, solidarité européenne et engagements atlantiques dans la gestion de la sécurité en mer Noire.

Sources : *Conseil des ministres de la République de Bulgarie, BNT News, Radio Bulgarie.*

date créée

27/10/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Donika Hvarchilkova